



**NEWSLETTER Septembre 2025**

**Droit des Assurances - Compliance assurance et transport**



## **JURISPRUDENCE DROIT DES ASSURANCES**

- **Plafond de garantie.** La charge de la preuve du plafond de garantie incombe à l'assureur qui l'invoque. **(Cass. 2eme civ. 10/07/2025 RG 23.17.278)**
- **Sous-traitant.** Le sous-traitant est tenu d'une obligation contractuelle de résultat à l'égard de l'entreprise principale, sur le fondement de l'article 1147 ancien du code civil. Il n'est pas nécessaire de démontrer une faute du sous-traitant, seule l'imputabilité des désordres à s
- on intervention devant être établie ce qui n'a pas été fait en l'espèce. **(CA Amiens 01/07/2025 RG 23/03751)**
- **Délai de prescription.** La jurisprudence impose à l'assureur de rappeler, d'une part, le point de départ du délai de prescription et les causes d'interruption prévues à l'article L. 114-2 du code des assurances, et d'autre part les causes ordinaires d'interruption de la prescription qui n'étaient pas détaillées en l'espèce. Il incombe à l'assureur de prouver qu'il a satisfait à ces dispositions, dont l'inobservation est sanctionnée par l'inopposabilité à l'assuré du délai de prescription. **(CA Chambéry 01/07/2025 RG 24/01143)**
- **Préjudice économique.** Les conditions générales d'une police définissent les dommages immatériels comme 'tout préjudice économique, tel que perte d'usage, interruption d'un service, cessation d'activité, perte d'un bénéfice, perte de clientèle'. Est donc ici pris en charge 'tout' préjudice économique, l'énumération qui suit à titre d'illustration n'ayant pas de caractère limitatif. Par ailleurs, il résulte de ces mêmes conditions générales que la garantie responsabilité civile a vocation à garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'assuré peut encourir 'en raison des dommages corporels, matériels ou immatériels à autrui'. Il s'ensuit que la vétusté du mobilier et la franchise qui ont été appliquées aux époux [B] du fait des conditions de leur contrat d'assurance constituent un préjudice économique consécutif à un sinistre garanti, relevant de la garantie souscrite. **(CA Bordeaux 25/06/2025 RG 23/00690)**



## **JURISPRUDENCE DROIT DES ASSURANCES**

- **Subrogation.** En l'absence d'un doute quant à l'existence d'une clause d'exclusion de garantie de nature à exclure que l'indemnité d'assurance ait été payée en exécution d'une garantie qui était due, les indemnités versées l'ont été en vertu d'une garantie régulièrement souscrite permettant d'agir au titre de la subrogation légale. **(CA de Versailles 26/06/2025 RG n° 23/03686)**
- **Action directe du tiers lésé.** Un tiers lésé, qui exerce l'action directe, peut contester la validité d'une exception de garantie opposée par l'assureur même en l'absence de contestation de l'assuré, et même si l'attestation d'assurance, document non contractuel, mentionne l'existence de plafonds de garantie et franchises . **(CA Paris 20/06/2025 RG 22/10205)** (voir aussi Cass., 3ème Civ., 4 mars 2021, n° 19-23.033) (Cass., 3ème Civ., 13 février 2020, n° 19-11.272)
- **Effet de l'absence de signature d'une police d'assurance.** **(CA Poitiers 24/06/2025 RG 23/01965)** Un assureur n'est pas fondé à opposer des stipulations (exclusions, franchise) tirées des conditions particulières qu'il produit, s'agissant de l'impression d'un document dépourvu de toute signature et/ou cachet, et dont le caractère contractuel n'est pas établi.
- **Nullité du contrat – Article L 113-8 code des assurances** **(Cass. 2eme civ. 3 avril 2025, 23-18.533, Inédit)** une circonstance nouvelle non déclarée par l'assuré en cours d'exécution de contrat n'entraîne pas la nullité du contrat d'assurance si cet oubli n'a pas eu d'incidence sur l'objet du risque couvert par la garantie ou n'a pas diminué l'opinion pour l'assureur.



## Compliance et assurance

- **LCB-FT : liste UE des pays tiers à haut risque – Règlement délégué 2025/1184 publié le 16 juillet 2025**

Sont rajoutés : l'Algérie, l'Angola, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Laos, le Liban, Monaco, la Namibie, le Népal, le Vénézuéla. Sont retirés : Barbade, Gibraltar, la Jamaïque, Panama, les Philippines, Le Sénégal, l'Ouganda, les Emirats Arabes Unis.

- **Règlement DORA :** les autorités européennes de supervision instaurent une supervision directe des fournisseurs tiers critiques à compter de juillet 2025. Une gouvernance stricte est exigée pour tous les acteurs concernés. Consulter le [guide pratique](#) publié par l'EBA et l'ESMA.

- **🚩 Protection des dirigeants d'entreprise :**

**Décret n°2025-840 du 22 août 2025** relatif à la protection des informations relatives au domicile de personnes physiques mentionnées au RCS.

Suite aux agressions subies par certains dirigeants ce décret vise à rendre possible, à leur demande et via le guichet unique, l'occultation des adresses personnelles des personnes physiques dirigeantes et associées indéfiniment responsables de personnes morales figurant au registre du commerce et des sociétés. Ce Décret est d'application immédiate.

---



## Réforme de l'instruction conventionnelle



### ③ Décret n° 2025-660 du 18 juillet 2025

- **Expertise amiable contradictoire.** Il est désormais possible d'organiser une expertise amiable contradictoire avant tout procès dans les règles prévues aux dispositions des articles 131 et s. du Code de Procédure Civile. Entrée en vigueur le 01/09/2025 application aux instances en cours à cette date.

- **Réforme de l'instruction conventionnelle et recodification des modes amiables de résolution des différends**

Dans le respect des principes directeurs du procès, les affaires seront désormais instruites conventionnellement par les parties. A défaut, elles le seront judiciairement. Les affaires instruites conventionnellement feront l'objet d'un audienement prioritaire (art.127).

Les conventions relatives à la mise en état pourront avoir pour objet d'instruire la totalité du litige ou de réaliser une ou plusieurs mesures d'instruction. Exemples : Déterminer les points de droit auxquels elles entendent limiter le débat, dès lors qu'ils portent sur des droits dont elles ont la libre disposition ;

Fixer les modalités de communication de leurs conclusions et de leurs pièces.

Recourir à un technicien, selon les modalités des articles 131 à 131-8 ou consigner les constatations et avis donnés par un technicien ;

Consigner les auditions des parties, entendues en présence de leurs conseils, comportant leur présentation du litige, les questions de leurs avocats ainsi que leurs réponses et les observations qu'elles souhaitent présenter ...

Les parties qui décident, une fois la juridiction saisie, d'instruire leur affaire par voie conventionnelle en informant le juge, notamment par vote de conclusions concordantes ou par la transmission d'une copie de la convention. Elles lui précisent les modalités de mise en œuvre convenues. (art. 129-2)